

PRÉFET DE L'YONNE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne Franche-Comté

AUXERRE, le **4 MAI 2018**

Unité Départementale Nièvre/Yonne  
Subdivision Environnement  
Z.I Plaine des Isles  
89 000 AUXERRE

Nos réf. : UD5889/MCB/ **1 8 0 2 4 4**  
Affaire suivie par : Marie-Céline BERTRAND  
marieceline.bertrand@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 03 86 46 67 00 – Fax : 03 86 48 34 34

**INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

--- --

**Société CLOUTIER**

**à**

**VENOY**

--- --

**RAPPORT D'INSTRUCTION D'UNE DEMANDE  
D'AUTORISATION D'EXPLOITER UNE CARRIERE**

--- --

Par pétition en date du 12 octobre 2016, la SAS Entreprise G. CLOUTIER sollicite de Monsieur le Préfet de l'Yonne l'autorisation pour le renouvellement, l'extension et la modification des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Venoy.

## **I – PRESENTATION DU PROJET**

### **1. Le demandeur**

Raison sociale : **S.A.S. Entreprise G. CLOUTIER**

Siège social : 12 route d'Augy, lieu-dit « Le Petit Vaux », BP n°2, 89290 Champs-sur-Yonne

Responsable : Jean-Claude CLOUTIER

Activité principale : extraction de matériaux

Autres sites autorisés :

- Saint-Bris-le-Vineux : AP d'autorisation de mai 2012 pour 10 ans,
- Saint-Cyr-les-Colons : AP d'autorisation de février 2009 pour 17 ans,
- Champs-sur-Yonne : 2515, 2517 soumis à enregistrement.

Le site de Venoy est autorisé par arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1996-414 du 19 novembre 1996, autorisant la société CLOUTIER à exploiter une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de Venoy, dans le département de l'Yonne. Cette autorisation a été accordée sur une superficie de 4 ha 26 a 87 ca, pour une durée de 21 ans. L'autorisation d'exploiter est parvenue à son terme le 19 novembre 2017.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris en date du 10 juillet 1997 afin d'ajouter la rubrique 2515 à déclaration pour une centrale de criblage/concasage des matériaux de 188 kW.

Une déclaration de cessation partielle d'activité a été déposée en juillet 2015, portant sur une partie de la parcelle ZW 118 (ancienne partie de parcelles ZW76 et ZW79pp), sur une superficie de 0 ha 16 a 87 ca. Le procès-verbal de récolement relatif à cette cessation partielle d'activité a été obtenu le 13 août 2015.

### **2. Objet de la demande**

La présente demande concerne l'autorisation d'exploiter d'une carrière de calcaire et d'installations de traitement sur une superficie de **5 ha 63 a 42 ca**, pour une durée de **24 ans**, et plus particulièrement :

- l'**extension** de la carrière actuelle, sur une superficie de **1 ha 53 a 42 ca**,
- la **modification des conditions d'exploitation** (installations mobiles de concassage et de criblage des matériaux, apports extérieurs de matériaux inertes issus de chantiers de terrassement),
- la **modification des conditions de remise en état** de la carrière actuelle (remblaiement de l'excavation),
- le **renouvellement de l'autorisation d'exploitation** de la carrière, autorisée par arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1996-414 du 19 novembre 1996, afin de finir la remise en état,

Le site est situé en milieu rural, le long de route nationale 65, à la sortie d'Auxerre en direction de l'échangeur « Auxerre Sud » de l'Autoroute A6. L'habitation la plus proche se situe à 500 m à l'ouest du site.

Les terrains concernés sont localisés à flanc de coteau, en rive droite du Rû des Davériaux, entre 125 mNGF et 172 mNGF du sud-ouest au nord-est, en versant sud d'un petit relief s'élevant au maximum à 230 mNGF.

La carrière se présente actuellement sous la forme d'une excavation, dont le carreau se situe au-dessus de la cote 139 mNGF. Les terrains visés par l'extension sont constitués de sols agricoles.

Le gisement exploitable est constitué par les calcaires du Barrois, formant la couche géologique superficielle. La découverte a une épaisseur de 20 cm.

Le volume du gisement exploitable est estimé à 300 000 m<sup>3</sup> de matériaux, soit un tonnage de 600 000 tonnes, dont 20 % de stériles. Le tonnage valorisable représente 480 000 tonnes.

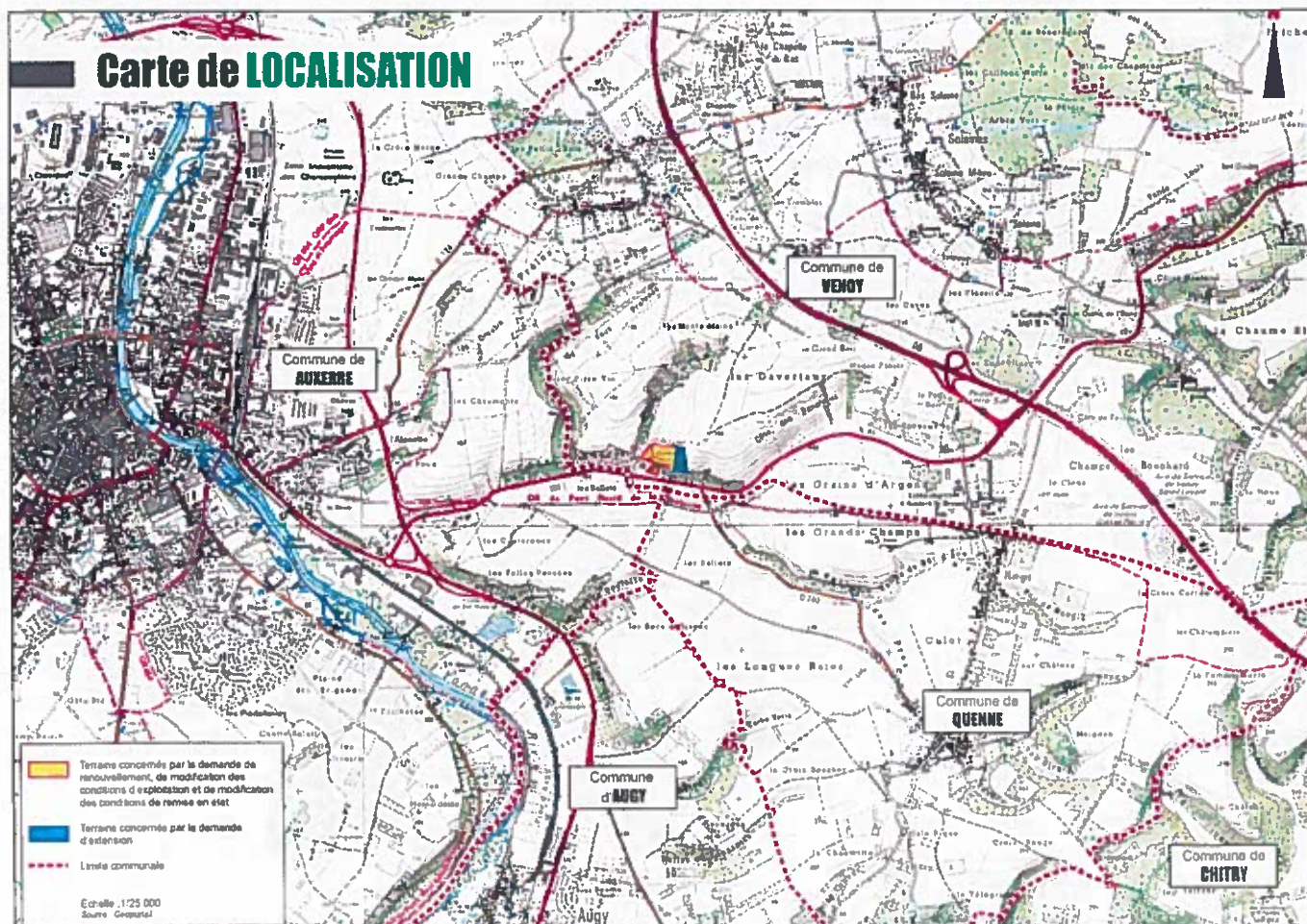
La production moyenne annuelle est estimée à 45 000 tonnes ; la production maximale annuelle est de 60 000 tonnes.

L'exploitation du gisement s'effectue sans tir de mine, à la pelle hydraulique à chenilles, en approfondissant étage par étage, chacun faisant 5 mètres de hauteur, selon le plan de phasage défini. Le gisement est extrait jusqu'à la cote 139 mNGF.

Deux installations mobiles de traitement permettent la production de granulats par concassage et criblage des matériaux extraits. Les matériaux sont ensuite évacués par camions et alimentent essentiellement le marché local, dans un rayon d'environ 40 km.

La remise en état consiste à effectuer un remblaiement de la carrière avec des matériaux de remblai d'apport extérieur, afin de recréer la topographie initiale du site, pour un futur usage agricole.

La carte ci-dessous permet de localiser le site.



### 3. Capacités financières

La SAS Entreprise G. CLOUTIER est une Société par Actions Simplifiée au capital de 1 800 000 €.

Sur l'année 2016 (exercice clôturé le 30 septembre 2016), la société réalise un chiffre d'affaires de 4 311 300 €. Le total du bilan a augmenté de 4,31 % entre 2015 et 2016.



L'organisme cautionnaire qui apporte les garanties financières pour la remise en état des différentes carrières est le Crédit Agricole de Champagne.

#### 4. Capacités techniques

La SAS Entreprise G. CLOUTIER est une entreprise familiale locale qui compte un nombre de 46 salariés.

Elle possède son propre Service Atelier pour l'entretien et la maintenance du matériel et des installations.

Elle dispose également de ses propres décharges pour les matériaux inertes de Classe III.

La société exploite d'autres sites sur le département de l'Yonne :

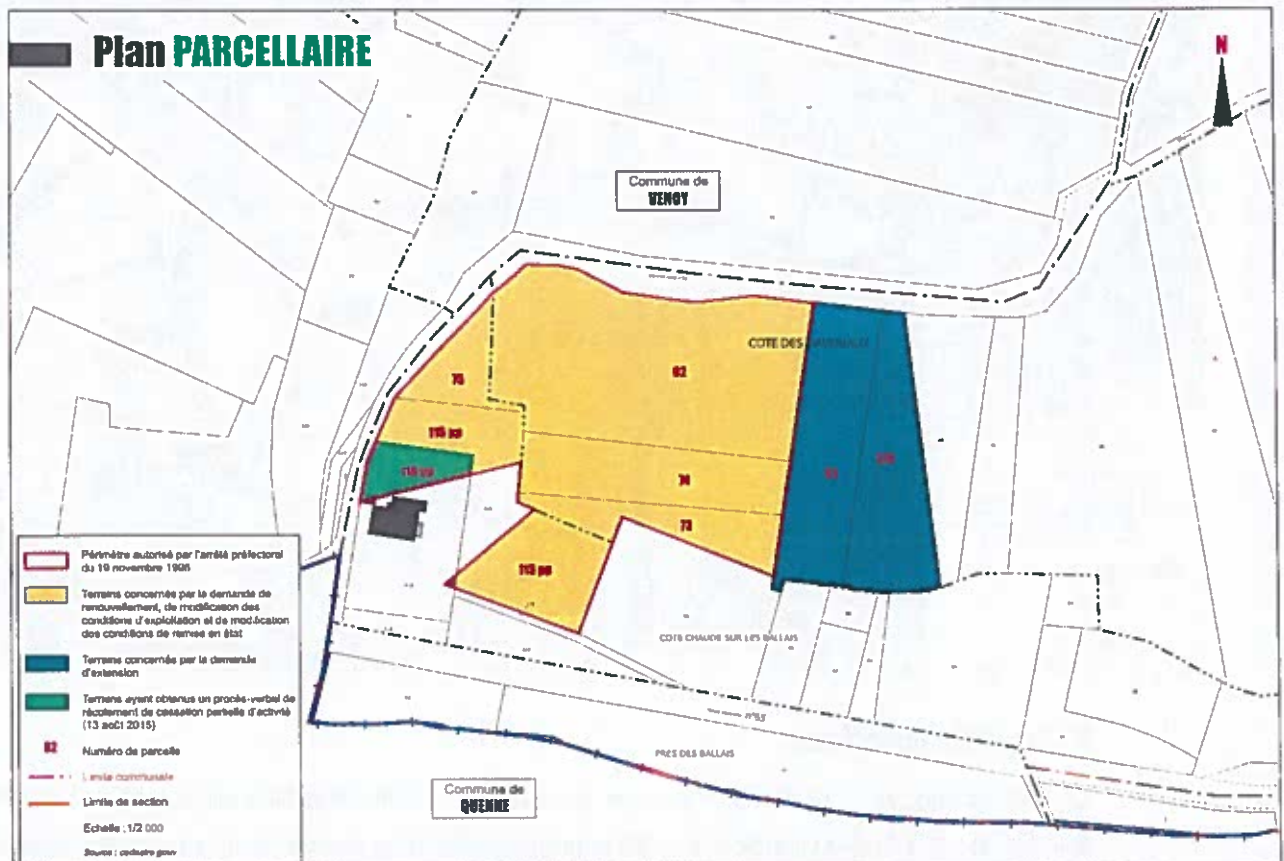
- Saint-Bris-le-Vineux : AP d'autorisation de mai 2012 pour 10 ans,
- Saint-Cyr-les-Colons : AP d'autorisation de février 2009 pour 17 ans,
- Champs-sur-Yonne : 2515, 2517 soumis à enregistrement.

En ce qui concerne les cessations d'activité, les procès-verbaux de récolement constatant la conformité des travaux réalisés sont joint au dossier de demande pour les carrières de Venoy (cessation partielle, 17 septembre 2015), de Gurgy (6 avril 2010), de Vermenton (10 novembre 2004).

#### 5. Droits fonciers

Le gérant de la société détient le contrôle foncier de l'ensemble des terrains de l'actuelle carrière.

Pour les 2 parcelles concernées par le projet d'extension, un contrat de forage est signé avec le propriétaire concerné.



## 6. Classement administratif

Les activités que se proposent d'exercer l'exploitant sont rangées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement aux rubriques suivantes :

Désignation des installations	Capacités des installations	Rubrique concernée	Régime	Situation administrative
Exploitation de carrière	Superficie : 5 ha 63 a 42 ca Production moyenne : 45 000 t/an Production maximale : 60 000 t/an	2510.1	A	(e)
Installation de concassage, criblage	Puissance installée : 266 kW	2515.1	E	(e)
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	3 000 m <sup>2</sup>	2517	NC	-

A : autorisation / E : enregistrement / D : déclaration / NC : non classé

Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations déjà exploitées, mais faisant l'objet d'une extension ou modification notable
- (f) Installations dont l'exploitation a cessé

## II – CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

Ce chapitre est un résumé des avis recueillis lors de l'enquête publique auquel sont joints les réponses des pétitionnaires, les avis des services et des communes.

### 1. Avis de l'autorité environnementale

L'avis de l'autorité environnementale, daté du 28 octobre 2017, conclue que :

« le dossier présente le contenu réglementaire attendu. Toutefois, il pourrait gagner en clarté dans la rédaction et fournir davantage d'informations, notamment concernant l'analyse des impacts. Les dispositions et mesures prises par le maître d'ouvrage permettront de limiter et contrôler les impacts de l'activité. »

### 2. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 12 décembre 2017 au 11 janvier 2018 inclus.

Au cours de l'enquête publique, aucune personne n'a formulé d'observation sur le registre.

Seul un courrier a été rédigé et adressé par le maire de la commune de Venoy, favorable à la demande de l'Entreprise G. CLOUTIER.

En réponse à une interrogation de la part du commissaire enquêteur concernant la nappe d'eaux souterraines, la société CLOUTIER a répondu par messagerie électronique en date du 19 janvier 2019.

Dans son rapport du 30 janvier 2017, le commissaire enquêteur estime :

- que l'exploitation de la carrière actuelle durant 21 années n'a donné lieu à aucun désagrément connu au titre de l'environnement et à aucune intervention de l'autorité préfectorale,
- que cette exploitation n'a entraîné aucun impact connu sur la nappe phréatique,
- que les terrains concernés par l'agrandissement jouxtent la carrière actuelle et sont de même nature. Leur exploitation ne devrait, selon les études présentées, engendrer aucun impact sérieux et permanent sur l'environnement.
- que l'exploitation se fera de façon mécanique, sans tirs de mine.
- que l'exploitation de granulats dans cette partie du département répond à un besoin qui s'exprime dans un périmètre de 40 km environ. Qu'il s'agit donc d'un marché local.
- que le projet consiste à reboucher l'excavation ancienne et future par des matériaux inertes puis à recouvrir l'ensemble de façon à redonner à ces terrains leur vocation agricole initiale est satisfaisant tant sur le plan visuel que sur le plan environnemental.
- que les matériaux destinés à combler l'excavation seront des matériaux inertes provenant de chantiers de démolition et que cette utilisation répond également à un besoin local chiffré qui va s'avérer bénéfique pour l'environnement en évitant notamment une partie des décharges sauvages.

En conséquence, il émet un **avis favorable**.

### **3. Avis des communes**

Au vu du courrier adressé par le maire de **Venoy** le 6 janvier 2018, la carrière a fait l'objet de débat lors de l'élaboration du PLU, aujourd'hui acté.

Le conseil municipal d'**Augy** émet un **avis favorable** à cette demande, par délibération du 21 décembre 2017.

Le conseil municipal de **Quenne** émet un **avis favorable**, par délibération du 04 décembre 2017.

### **4. Avis des services de l'État**

La **Direction Départementale des Territoires (DDT)** émet un **avis favorable**, en date du 05 avril 2018, sous réserve :

- de prendre en compte l'impact des matières en suspension dans les eaux de ruissellement qui s'infiltreront dans le sous-sol, sur l'emprise du site,
- de recueillir l'avis du gestionnaire de voirie, à savoir la Direction Interdépartementale des Routes Centre Est.

L'**Agence régionale de Santé (ARS)** émet un **avis favorable**, en date du 17 novembre 2016.

La **Direction régionale des affaires culturelles (DRAC)**, en date du 22 décembre 2017, indique que le projet ne semble pas susceptible, selon les informations disponibles, d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. En conséquence, il ne donnera pas lieu à prescription archéologique.

L'**Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP)** de l'**Yonne**, en date du 06 décembre 2017, précise que le terrain d'assiette prévu pour cette carrière est situé au-delà du périmètre de protection des monuments historiques les plus proches. L'architecte de bâtiments de France ne dispose par conséquent d'aucune compétence réglementaire au regard de ce projet.

La **Chambre d'Agriculture de l'Yonne**, en date du 21 décembre 2017, n'émet aucun avis contraire sur cette demande dans la mesure où ce projet est compatible avec les orientations du Schéma Départemental des Carrières de l'Yonne.

L'**Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)**, en date du 09 janvier 2018, émet un avis défavorable à l'encontre de ce projet dans la mesure où celui-ci réduit de manière significative et définitive les surfaces classées en AOC « Bourgogne ». Le projet induit la disparition de 1,53 ha de parcelle classées AOC « Bourgogne » soit 0,73 % des surfaces classées en AOC « Bourgogne » sur l'ensemble de la commune de Venoy.

Le **Service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC)**, en date du 11 décembre 2017, n'émet pas d'objection à la demande.

Le **Conseil Départemental de l'Yonne**, en date du 04 janvier 2018, informe que ce dossier n'appelle aucune observation concernant le réseau routier départemental.

### **III – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

#### **1. Examen des nuisances**

##### **1.1. Air (poussières)**

###### **a) Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Par temps sec, certaines opérations peuvent être à l'origine d'envols de poussières.

Les principaux points d'émissions potentiels sont les suivants : décapage de la découverte, extraction du gisement, travaux de terrassement pour la remise en état, circulation des engins de chantier et des camions, et pour ce qui concerne l'installation de traitement : criblage, concassage des matériaux, chute des matériaux sur les aires de stockage, stocks de matériaux fins.

Les facteurs limitant les risques de propagation de poussières sont l'exploitation dans une excavation, l'encaissement des installations mobiles de traitement des matériaux, le revêtement de la voie d'accès empruntée par les camions, les épisodes pluvieux, les merlons végétalisés et/ou les écrans boisés situés en périphérie de l'exploitation.

Les mesures prises par l'exploitant sont notamment l'arrosage régulier des pistes par temps sec, l'entretien des pistes, la limitation de vitesse, la mise en place de merlons en périphérie du site, la présence d'un système d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau au niveau du concasseur, la présence d'un bac à eau laveur de roues des camions, le revêtement de la voie d'accès.

###### **b) Avis du service instructeur**

L'envol de poussières sera essentiellement dû à la circulation des camions.

Les engins réalisant le décapage travailleront en dehors de la période estivale. La période de décapage est limitée entre les mois de septembre à février (article 3.2.2).

Des mesures concernant l'arrosage des pistes sont également reprises dans le projet d'arrêté (article 4.1.3).

Un dispositif d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau au niveau du concasseur est prescrit, sur proposition de l'exploitant (article 4.1.4).

À noter qu'au vu de la production annuelle (< 150 000 tonnes), un plan de surveillance des émissions de poussières n'est pas demandé.

## 1.2. Eaux superficielles et souterraines

### a) Résumé du dossier présenté en enquête publique

#### • Impact qualitatif

Concernant le risque de pollution lié aux rejets des eaux :

- les eaux vannes des locaux sociaux seront reliées à une cuve étanche vidangée régulièrement,
- des toilettes chimiques disposeront d'un système de récupération autonome et seront vidangées régulièrement.

Concernant le risque de pollution lié à l'utilisation et au stockage d'hydrocarbures, ainsi qu'aux opérations de ravitaillement, d'entretien et de réparation des engins :

- aucun stockage d'hydrocarbures ne sera réalisé sur la carrière,
- aucune grosse opération d'entretien ou de réparation de véhicules ou engins ne sera menée sur le site (réalisée dans les ateliers de l'entreprise à Champs-sur-Yonne),
- le ravitaillement des engins et le petit entretien se feront sur une aire étanche reliée à un décanteur-déshuileur, créée au sud du site, à proximité de la zone d'extension, sur les remblais,
- les engins à chenille, peu mobiles, seront ravitaillés à l'aide d'un camion citerne (bord à bord),
- chaque engin disposera d'un kit de dépollution,
- une procédure décrivant les pratiques et équipements de prévention et les mesures prises en cas d'accident sera établi,
- l'entretien et la vérification des engins seront faits régulièrement.

Concernant le risque de pollution lié aux matériaux d'apport extérieur :

- les matériaux acceptés seront des matériaux inertes,
- une procédure d'acceptation sera mise en place déchets résultant de l'exploitation,
- la traçabilité des matériaux sera assurée et reportée dans un registre tenu à jour.

Les déchets, autres que minéraux utilisés pour la remise en état du site, seront collectés et stockés dans les ateliers de Champs-sur-Yonne avant évacuation.

#### • Impacts quantitatifs

L'exploitation a lieu hors d'eau. Elle n'impacte donc pas les eaux souterraines.

Le site n'est traversé par aucun cours d'eau pérenne ou temporaire.

Le mode d'exploitation de la carrière n'est pas de nature à entraîner une modification des écoulements des cours d'eau voisins.

La topographie du terrain naturel et la présence de merlons en périphérie de la carrière permettent d'éviter que les eaux de ruissellement extérieures au site ne s'écoulent dans l'excavation.

Les eaux de ruissellement de la carrière s'accumulent temporairement au fond de fouille vers les dépressions existantes et s'infiltreront progressivement dans le sous-sol perméable.

#### • Protection des écoulements superficiels en cas de crue

Le site ne se trouve pas en zone inondable.

### b) Avis des services de l'État

La DDT propose les prescriptions suivantes, pour toute la durée d'exploitation :

- aucun stockage de carburant ou d'autres produits (huiles, graisses, antigel...) n'est réalisé sur le site,
- seul le petit entretien des engins peut être réalisé sur le site par un camion atelier et sur aire étanche,



- les interventions d'entretien lourdes sont réalisées en dehors du site,
- l'approvisionnement en carburant des engins s'effectue par camion citerne muni d'un pistolet à arrêt automatique. Un bac amovible étanche sera présent afin de recueillir d'éventuelles écoulements.

Dans le cas d'un déversement accidentel, toutes les mesures pour récupérer les hydrocarbures et éviter toute diffusion dans le milieu naturel seront prises immédiatement :

- un kit absorbant sera mis à la disposition des conducteurs d'engin (un kit présent dans chaque engin),
- la pelle mécanique présente sur le site permettra de récupérer immédiatement d'éventuels matériaux souillés afin de les évacuer vers un site autorisé,
- en cas de pollution accidentelle, le service en charge de police de l'eau de la DDT 89 doit être prévenu dans les meilleurs délais.

L'ARS indique que les mesures de prévention et de gestion du risque de pollution accidentelle semblent cohérentes.

#### c) Avis du service instructeur

Aucun impact quantitatif n'est à prévoir sur les eaux superficielles. Le risque de pollution des eaux souterraines est bien maîtrisé. Le site n'est pas en zone inondable.

Au sujet de l'impact qualitatif, afin de le limiter, les mesures proposées par l'exploitant (rétention, interdiction de stockage de carburants, aire étanche, décanteur-déshuileur...) sont prévues dans le projet d'arrêté (articles 5.2.1, 5.2.2).

L'alerte des services de la DDT en charge de la police de l'eau est intégré à l'article 2.5.1 du projet d'arrêté.

### **1.3. Déchets**

#### a) Résumé du dossier présenté en enquête publique

Très peu de déchets seront produits directement par l'exploitation de la carrière et le fonctionnement des installations mobiles de traitement.

Tous seront triés et évacués vers des organismes agréés selon les filières d'élimination.

La découverte et les stériles du gisement sont des matériaux inertes, utilisés pour le réaménagement du site.

#### b) Avis du service instructeur

Des dispositions sont prévues aux articles 6.1 à 6.2.6 du projet d'arrêté.

### **1.4. Bruit**

#### a) Résumé du dossier présenté en enquête publique

Le site sera à l'origine de nuisances sonores occasionnées par la circulation des engins de chantier et de transport et les installations de traitement mobile des matériaux.

Les habitations les plus proches, à vol d'oiseau, sont :

- à 500 m à l'ouest du site, une habitation isolée,
- à 1,2 km au nord-est pour les premières habitations de Venoy,
- à 1,4 km au nord pour les premières habitations du hameau d'Egriselles.

L'environnement sonore du site est relativement bruyant.

Un merlon périphérique d'une hauteur de 2 mètres sera édifié en limite d'emprise avant le début de l'extraction et du traitement des matériaux.

L'exploitation se déroule uniquement les jours ouvrables ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) de 07h00 à 18h00.

Les niveaux de bruit et émergences estimées sont inférieures aux seuils réglementaires.

**b) Avis des services de l'État**

L'ARS souligne le fait qu'une campagne de mesure concernant le site actuel ait été menée. Cette dernière montre que les résultats sont conformes aux seuils d'émergence demandés par la réglementation. Une modélisation a été faite en considérant le site d'exploitation après extension avec tous les ateliers fonctionnant en même temps (scénario pénalisant). Les émergences estimées sont conformes aux dispositions réglementaires. De plus, une campagne de mesure de bruit régulière sera mise en place afin de vérifier la conformité du site puis les années suivantes, à intervalles réguliers.

Les vibrations potentielles sont négligeables (absence de tirs de mines sur le site d'exploitation).

**c) Avis du service instructeur**

Le pétitionnaire a prévu des distances d'isolement par rapport aux tiers et la mise en place de merlon pour atténuer le bruit.

Le nombre d'engin et les opérations d'exploitation devront être limitées au strict nécessaire avec des engins appropriés.

Le niveau acoustique admissible fixé par l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 19 novembre 1996 à 65 dB(A) n'est plus justifié du fait de l'environnement sonore du site relativement bruyant. La valeur est proposée à 70 dB(A), conformément à la réglementation nationale.

L'exploitant devra réaliser des mesures de bruit sous 6 mois, puis au minimum tous les 5 ans afin de vérifier les critères d'émergence chez les tiers.

Des dispositions sont prévues aux articles 7.1.1 à 7.2.2 et 9.2.3 du projet d'arrêté.

## **1.5. Impact paysager**

**a) Résumé du dossier présenté en enquête publique**

La carrière est peu perceptible à partir des habitations situées au sud du hameau d'Egriselles, à Venoy.

La carrière actuelle est perceptible de façon éloignée (3 à 5 km) à partir de certains points hauts de la ville d'Auxerre qui surplombent la vallée de l'Yonne et offrent une vision dégagée vers l'est en direction du site. La zone d'extension sera également perceptible depuis ces points.

La carrière est surtout visible par les usagers de la route nationale RN65. L'extension sollicitée n'augmentera pas l'impact visuel depuis cette route.

Pour limiter l'impact visuel et paysager, l'exploitant a pris les dispositions suivantes :

- les mesures déjà mises en œuvre destinées à réduire les impacts visuels et paysagers sont les suivantes :
  - afin de limiter la perception de la carrière à partir de la RN65, le boisement situé sur le versant sud ne sera pas exploité. Le relief, ainsi que l'écran boisé formé par les arbres et arbustes existants sur ce versant, contribuent à dissimuler la carrière.  
  
Afin de limiter la perception de la carrière depuis le secteur ouest, les terrains constituant le flanc ouest de l'emprise du site ne seront pas exploités. Le relief, ainsi que les arbustes existants sur ce versant, contribuent à dissimuler la carrière.  
  
Ces mesures permettent de conserver à l'exploitation son caractère en « dent creuse » qui limite considérablement les visions sur la carrière, notamment depuis les axes de communication que sont la RN65 et la route de Quenne.
  - afin de limiter la perception de la carrière à partir des secteurs nord et est, un merlon végétalisé a été mis en place autour de la zone en cours d'exploitation.

- l'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (entretien régulier, etc.). l'exploitant veille :
  - à évacuer le plus rapidement possible les déchets issus de l'exploitation,
  - à l'entretien régulier des installations,
  - au bon ordonnancement du chantier, en particulier au niveau de l'entrée du site.
- dans le cadre de la poursuite de l'exploitation et de l'extension de la carrière, les mesures déjà mises en place seront complétées par de nouvelles :
  - la bande boisée située sur le coteau sera conservée entre la RN65 et l'extension sollicitée. Elle contribuera à dissimuler l'exploitation au niveau de l'extension projetée.
  - pour atténuer la perception rapprochée du projet depuis les secteurs nord et est, un merlon végétalisé sera mis en place en périphérie de la zone d'extension, dès le début de l'exploitation de cette zone.
  - l'organisation des travaux : elle constitue également une mesure de limitation de l'impact paysager de l'exploitation, qui progressera de façon rationnelle selon le plan de phasage défini, en limitant, aux seules surfaces nécessaires, les zones occupées par les travaux. Les travaux de remise en état progresseront de manière coordonnée aux travaux d'extraction en limitant dans l'espace la surface en chantier, ainsi que les stockages de découverte inutiles.

La remise en état de la carrière, qui prévoit un réaménagement à vocation agricole après remodelage des parcelles exploitées, assurera la réintégration progressive du site dans le paysage local.

#### **b) Avis des services de l'État**

La DDT soulève le fait que les terrains seront restitués à l'agriculture et pourront être utilisés en champs cultivés.

La Chambre d'agriculture n'émet aucun avis contraire à la demande dans la mesure où le projet est compatible avec les orientations du Schéma Départemental des Carrières de l'Yonne.

L'INAO émet un avis défavorable dans la mesure où celui-ci réduit de manière significative (1,53 ha, soit 0,73 % des surfaces de la commune de Venoy) et définitive les surfaces classées en AOC « Bourgogne ».

#### **c) Avis du service instructeur**

Concernant l'intégration paysagère de la carrière, les mesures sur lesquelles s'est engagé l'exploitant sont reprises dans le projet d'arrêté : maintien du boisement, création de merlon végétalisé (article 2.2.2).

Selon le Schéma départemental des carrières 2012-2021, les terrains sont situés dans un secteur présentant des enjeux environnementaux où l'exploitation peut être envisagée sous conditions, liés aux terres de bonne potentialité agricole. Le réaménagement doit donc privilégier une remise en culture.

Concernant la remise en état, les modalités de remise en état permettront de reconstituer la qualité agronomique des terrains. Des dispositions sont prévues aux articles 3.3.1 à 3.3.3.5 du projet d'arrêté.

À noter que les terrains visés par le projet d'extension (parcelle ZW61 et ZW 128) ont fait l'objet d'un avis favorable de la part du propriétaire envers l'exploitant pour l'exploitation et la remise en état proposée. Le courrier du propriétaire est joint au dossier. Les terrains concernés par la demande n'abritent pas de vignes et les terrains jouxtant l'extension appartiennent au même propriétaire. Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne retient pas l'avis de l'INAO.

## **1.6. Trafic**

### **a) Résumé du dossier présenté en enquête publique**

La présente demande porte sur une production annuelle maximale de 60 000 tonnes.

Les matériaux sont évacués par camions en direction de la route nationale RN65 par une voie d'accès.

Cette voie d'accès, déjà aménagée par l'exploitant, possède un revêtement entre le laveur de roues des camions et la RN65.

Les camions transportant les matériaux inertes d'apport extérieur empruntent le même itinéraire.

Le trafic moyen estimé pour l'évacuation des matériaux et l'apport de matériaux inertes extérieurs est de 8 camions par jour, soit 0,2 % du trafic de la RN65.

Des mesures sont mises en place par l'exploitant afin de réduire les risques d'accidents :

- les camions transportant les matériaux empruntent une voie d'accès qui possède un revêtement. Sur le chemin d'accès au site, la vitesse des camions est limitée à 15 km/h.
- le débouché du site sur la voie publique a été aménagé afin de ne pas perturber le trafic existant et de ne pas créer de danger : panneaux de signalisation, etc. L'entrée et la sortie des camions s'effectuent dans de bonnes conditions de visibilité. L'insertion des véhicules dans le trafic local peut donc se faire dans de bonnes conditions de sécurité.
- des mesures sont prises pour éviter la formation de boue sur la chaussée,
- des dispositions sont prises pour éviter la chute de matériaux sur les voies publiques : chargement équilibré, pesés à la bascule, bâchage si besoin,

### **b) Avis des services de l'État**

La DDT souligne que l'accès au site s'effectuant à partir d'une route nationale (RN65), il convient impérativement de recueillir l'avis du gestionnaire de voirie, à savoir la Direction Interdépartementale des Routes Centre Est (DIR-CE Auxerre). Une convention devra notamment être établie entre l'exploitant et ce même gestionnaire de voirie afin de définir les modalités d'entretien du réseau routier au droit du site (structure, signalisation, salissure, ...).

### **c) Avis du service instructeur**

L'impact sur le trafic est jugé négligeable.

Le débouché du site sur la voie publique a déjà été aménagé dans le cadre de la précédente exploitation. Concernant le maintien en bon état de l'accès au site, des prescriptions sont intégrées au projet d'arrêté au chapitre 3.1.

La nécessité d'une convention avec le gestionnaire de voirie est reprise à l'article 3.1.5 du projet d'arrêté.

## **1.7. Santé**

### **a) Résumé du dossier présenté en enquête publique**

En fonctionnement normal, aucun impact sanitaire n'est attendu étant donné la nature des rejets.

Les paramètres retenus dans l'étude sont les émissions de poussières et de gaz, le bruit et les vibrations et les effluents aqueux.

### **b) Avis des services de l'État**

L'ARS souligne le fait que le site n'est pas implanté dans un périmètre de protection de captage.

Sur l'évaluation des risques sanitaires, le taux de silice dans les poussières a été mesuré et représente une fraction d'environ 1 % dans les poussières générées par l'exploitant. Les mesures

compensatoires de réduction des poussières sont cohérentes et bien détaillées avec notamment un dispositif d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau au niveau du concasseur sur site.

#### c) Avis du service instructeur

L'inspection des installations classées ne propose pas de prescription particulière dans le projet d'arrêté.

Les mesures pour encadrer les émissions de bruit et les risques de pollutions accidentelles ont déjà été développées.

### **1.8. Biodiversité**

#### a) Résumé du dossier présenté en enquête publique

Le site s'inscrit dans un contexte de carrière en exploitation. Les terrains sollicités en extension sont constitués de terres cultivées.

Les terrains concernés par la demande ne recoupent aucune Zone Naturelle d'intérêts Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et de type II, et sont situés en dehors de tout site Natura 2000. Le site n'est concerné par aucun autre statut de protection (Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope, Réserve Naturelle, Réserve Naturelle Régionale, Forêt de protection, Site Classé, etc.). La commune de Venoy ne fait pas partie d'un Parc Naturel Régional.

- Flore

Aucune espèce végétale protégée n'a été recensée dans le périmètre de la zone d'étude. Toutefois, 7 espèces présentent un intérêt patrimonial en Bourgogne. Sur les 7 espèces patrimoniales (non protégées), qui se situent dans la zone d'étude, 2 seront impactées en partie : le Baguenaudier (1 station sur 2) et l'Orobanche de la Picride (2 stations sur 6).

- Habitats

Trois habitats patrimoniaux ont été recensés. Seule la pelouse meso-xérophile calcicole est située dans l'emprise du périmètre sollicité. Toutefois, elle est exclue du périmètre d'extraction. Des mesures de restauration et de conservation seront prises pour maintenir et améliorer l'intérêt de cette pelouse. Des mesures de précautions seront prises afin de ne pas dégrader l'état de conservation de la Chênaie sessiliflore et de sa lisière forestière.

- Faune

À l'égard de la faune, plusieurs espèces protégées ont été recensées dans les aires d'études, notamment des espèces d'oiseaux en période de nidification (pics, hérons, Milan noir, Alouette des champs, etc.) ou « utilisatrices » du site. Plus de 40 espèces d'oiseaux rencontrées ont un statut de protection. Les chiroptères inventoriés sont également protégés (Pipistrelle commune, Noctule de Leisler, etc.). D'autres taxons, tels que les amphibiens, reptiles ou entomofaune (Cordulie à corps fin) ont été contactés. Pour ces espèces, le projet est susceptible d'entraîner un dérangement, une destruction d'individus ou d'habitats ou peut affecter leur territoire de chasse et d'alimentation. Le dossier indique toutefois que l'impact sera modéré pour l'avifaune, les reptiles et les amphibiens et faible pour l'entomofaune.

- Mesures

Bien que des mesures d'évitement sont proposées sur la partie de renouvellement (friche prairiale, bosquet, pelouse méso-xérophile, etc.), la majorité des mesures portées sur les habitats, la flore et la faune sont de la réduction et de l'accompagnement. Il s'agit par exemple d'adapter les phases de travaux aux périodes les moins sensibles pour les taxons, de création de merlons ou encore la mise en places de suivis. Ces mesures limiteront les impacts sur la biodiversité. Le maître d'ouvrage propose également de nombreuses dispositions qui permettront l'installation de la biodiversité, notamment avec la plantation d'une fruticée, la création d'un plan d'eau.

La remise en état prévoit une remise en état agricole. Des aménagements en faveur du milieu naturel seront également proposés : conservation et prolongement de la fruticée au nord du site, le long du chemin rural, aménagement d'une mare temporaire.



#### **b) Avis du service instructeur**

Un suivi sur la bonne réalisation des différentes opérations de remise en état de la carrière et un suivi écologique devra être réalisé afin de pouvoir suivre l'évolution du site et son réaménagement.

Les mesures proposées par l'exploitant sont reprises au projet d'arrêté :

- conservation et entretien favorable (fauche tardive, renforcement des populations, etc.) :
  - du talus ouest afin de préserver la friche prairiale,
  - du bosquet de Frênes ainsi que la friche prairiale située à proximité (en limite nord du bosquet),
  - de la pelouse méso-xérophile,
    - établissement d'un plan de gestion de cette pelouse,
  - d'une partie du talus nord,
- transfert des 2 stations d'Orobanche de la Picride située sur le merlon est sur des terrains réaménagés puis suivi, encadrés par un protocole rédigé par des personnes compétentes,
- prélèvement de la terre végétale des merlons en dehors de la période d'hivernage,
- plantation d'une fruticée au sein d'une bande prairiale en limite nord de l'emprise de la carrière,
- sur la zone d'extension, préservation d'une bande enherbée entre le merlon à mettre en place avant exploitation et le boisement au sud-est,
- gestion des espèces indésirables ou invasives par suivi continu,
- gestion environnementale du chantier
- concernant la remise en état :
  - remise en état agricole,
  - conservation et prolongement de la fruticée au nord du site, le long du chemin rural,
  - aménagement d'une mare temporaire.

Des dispositions sont prévues aux articles 3.2.2, 3.3.2 et 9.4.2 du projet d'arrêté.

## **2. Examen des risques**

#### **a) Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Aucun risque inacceptable n'est défini dans l'étude des dangers.

Les risques critiques sur une exploitation de carrière sont des risques d'accidents corporels et les risques de pollution de l'eau accidentel. Pour rappel, la carrière se trouve en dehors de périmètre de protection de captage.

Le chantier sera interdit au public. Des panneaux d'interdiction seront apposés à la périphérie de la zone d'exploitation. L'accès de la carrière sera condamné en dehors des périodes d'activité et le pourtour du site sera entièrement clôturé.

Un parking visiteurs et pour le personnel sera aménagé.

Le personnel employé sera qualifié et sera sensibilisé aux risques que fait courir l'exploitation.

#### **b) Avis du service instructeur**

L'inspection des installations classées propose de reprendre les dispositions proposées par le pétitionnaire dans le projet d'arrêté à savoir :

- durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé ; en dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit,
- pose de panneaux d'interdiction à la périphérie de la zone d'exploitation,

- clôture du site.

Ces dispositions apparaissent au chapitre 8.2 du projet d'arrêté.

### **3. Examen divers**

#### **3.1. Garanties financières**

##### **a) Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Au sujet des garanties financières à mettre en place sur cette carrière de 5 ha 63 a 42 ca, en cas de défaillance de l'exploitant, le pétitionnaire a proposé les montants suivants :

- pour la première phase : 115 390 €
- pour la deuxième phase : 128 927 €
- pour la troisième phase : 85 495 €
- pour la quatrième phase : 89 524 €
- pour la cinquième phase : 83 723 €

##### **b) Avis du service instructeur**

Le calcul du montant des garanties financières est actualisé dans le projet d'arrêté avec l'indice TP01 de référence de janvier 2018, soit 107,3 (base 2010).

Les montants deviennent ainsi pour les phases successives : 121 010, 135 207, 89 660, 93 885, 87 801 €.

Les dispositions concernant les garanties financières sont prévues aux articles 1.6.1 à 1.6.9 du projet d'arrêté.

#### **3.2. Plans d'urbanisme et Schémas**

- Plan d'urbanisme

La commune de Venoy est dotée d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 29 mai 2013.

Le projet se situe dans la zone NC du PLU qui autorise l'exploitation des carrières.

- Schémas Départementaux des Carrières de l'Yonne (SDC)
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Seine-Normandie (SDAGE)
- Schéma Régional de Cohérence Écologique de Bourgogne (SRCE)
- Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie de Bourgogne (SRCAE)

Le pétitionnaire considère que le projet est compatible avec les prescriptions des différents schémas énumérés ci-dessus.

##### **Avis du service instructeur**

L'instruction de cette demande et la consultation des différents services confirment la compatibilité du projet avec ces différents documents.

#### **3.3. Hygiène et sécurité**

Un dispositif d'assainissement individuel est prévu et sera régulièrement vidangé.

Le personnel pourra également bénéficier de locaux sociaux.

#### **4. Situation de la carrière**

##### **4.1. Evolution du projet depuis le dépôt du dossier**

Le projet initial n'a pas été modifié.

##### **4.2. Situation des installations déjà exploitées**

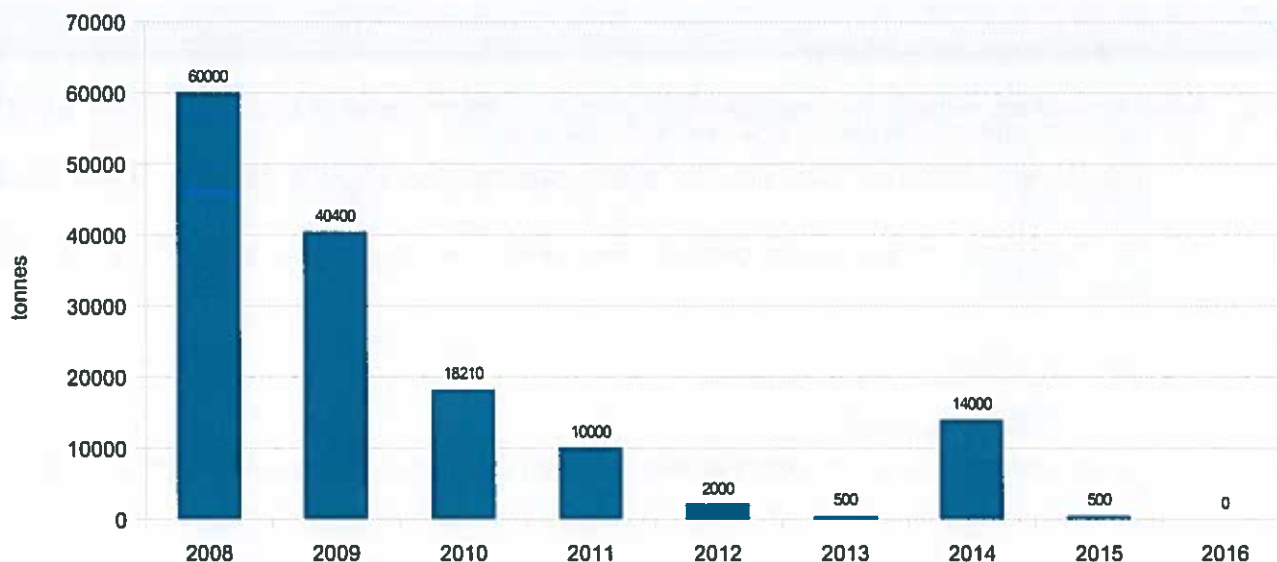
Au niveau des terrains concernés par la demande de renouvellement, la totalité du gisement a été extraite.

Le plan topographique indique que la cote du fond de fouille se situe actuellement à la cote de 139 m NGF.

La remise en état n'a pas encore débuté. Les terrains exploités ont été partiellement remblayés au sud-est du site jusqu'à une cote topographique de 155 m NGF et sur une superficie d'environ 5 000 m<sup>2</sup>.

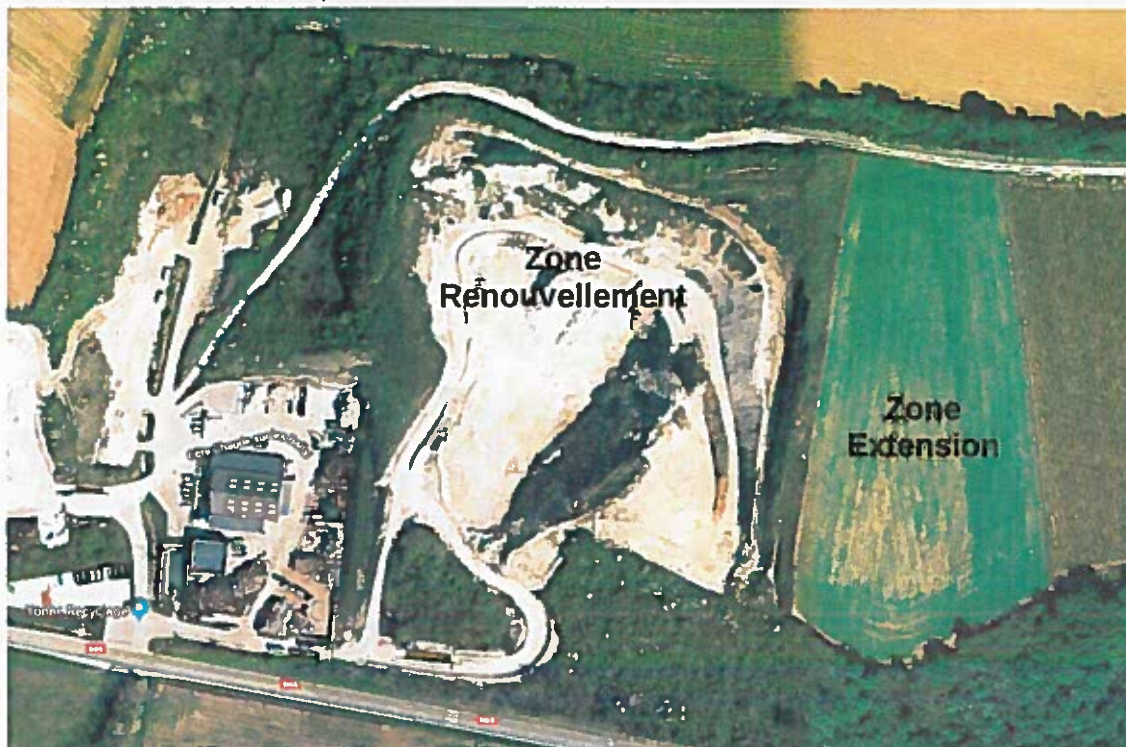
À niveau de l'extension sollicitée, les terrains à exploiter sont constitués par des terres agricoles.

Au cours des dernières années, la production annuelle de la carrière a été la suivante.



À noter qu'il reste 9 000 tonnes en stock.

La vue aérienne ci-dessous présente l'état du site en situation actuelle.

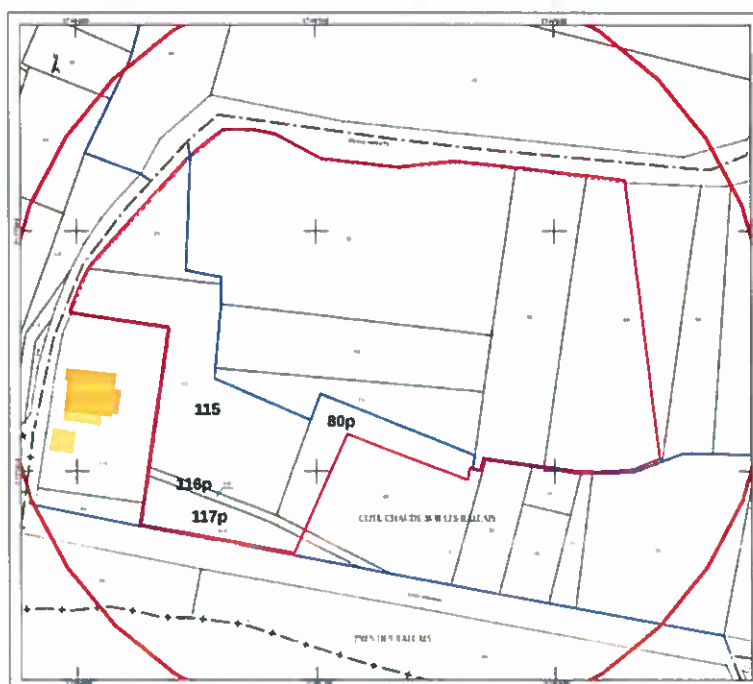


Source : Google Maps

Une visite du site a été réalisée le 3 mai 2018.

Le site est propre et bien tenu. L'exploitant devra toutefois entretenir les bornes existantes et compléter le plan de bornage. Des dispositions sont prévues à l'article 3.1.2 du projet d'arrêté.

Suite à la visite sur le terrain, compte tenu de l'emplacement du portail d'entrée du site, du tracé de la piste pour les camions et du laveur de roues, objet de prescriptions pour la remise en état du site, et vu avec la société, l'inspection des installations classées propose d'élargir le périmètre d'exploitation afin que celui-ci corresponde au mieux au périmètre réel du site. Vu avec l'exploitant, les parcelles concernées, présentées sur le plan cadastral ci-dessous, appartiennent à la société (SCI Plaine des Champs). L'attestation de propriété est transmis à l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont reprises à l'article 1.2.2 et en annexe 1 du projet d'arrêté. Cet élargissement n'a pas d'impact notable sur le dossier initial ; il ne concerne que des zones de voiries.



#### **IV – CONCLUSION**




Concernant les enjeux et les réserves émises par la **Direction Départementale des Territoires et l'Institut National des Origines et de la Qualité**, sur les thématiques « pollution accidentelle des eaux », « biodiversité » et « remise en état », des prescriptions adaptées ont été ainsi intégrées dans le projet d'arrêté (articles 2.5.1, 5.2.1, 5.2.2 pour l'eau, articles 3.2.2, 3.3.2 et 9.4.2 pour la biodiversité, articles 3.3.1 à 3.3.3.5 pour la remise en état).

Compte tenu de ce qui précède, les nuisances et les risques générés par cette exploitation peuvent être atténués par l'application de prescriptions techniques adaptées.

Ces prescriptions tiennent compte des réserves émises par les services et de l'analyse qui précède.

L'inspection des installations classées propose à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières – d'émettre un **avis favorable** à l'octroi de l'autorisation sollicitée sous réserve du strict respect des prescriptions annexées au présent rapport.

Ces prescriptions devront être imposées à l'exploitant par arrêté préfectoral.

<b>Rédacteur :</b>	<b>Vérificateur :</b>	<b>Approbateur :</b>
Marie-Céline BERTRAND <i>Inspecteur de l'environnement</i>	Eric GIROUD <i>Adjoint à la Chef de subdivision en charge des carrières</i>	Isabelle PETAZZONI <i>Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne</i>
		

-----

#### **ANNEXE**

Projet d'arrêté préfectoral